



## Note conceptuelle de la Réunion du Groupe d'experts

### « Transition vers les ressources renouvelables pour l'énergie et la sécurité alimentaire en Afrique du Nord et de l'Ouest »

Accra (Ghana), mercredi 1<sup>er</sup> novembre 2023

#### I. Contexte

L'Afrique n'est responsable que de 4 % des émissions de gaz à effets de serre (GES), mais elle est une des régions du monde les plus vulnérables, comptant 17 des 20 pays du monde les plus menacés par les changements climatiques en 2020<sup>1</sup>. Ce sont l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest qui sont particulièrement vulnérables selon le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)<sup>2</sup>, avec une hausse des températures entre 1,5°C et plus de 3°C selon différents scénarios.

L'Afrique consacre 2 % à 9 % de son budget à la gestion des phénomènes météorologiques extrêmes<sup>3</sup>, ce qui représente un lourd fardeau pour les finances publiques et ampute le continent d'une partie de ses ressources pour financer son développement. Les changements climatiques menacent ainsi les acquis de développement et la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

L'adaptation aux changements climatiques, mais également l'adoption d'un modèle de croissance durable, deviennent une priorité. L'enjeu majeur de la lutte contre les changements climatiques est la réduction de l'utilisation de ressources, d'une part, la réduction de la pollution engendrée par leur extraction et leur utilisation, d'autre part. C'est en effet un enjeu majeur pour les pays à haut revenu qui sont responsables de 10 fois plus d'impacts climatiques que les pays à revenu faible et moyen inférieur. Même si les pays africains revendiquent la possibilité d'accroître leurs émissions de GES pour répondre à leurs besoins de développement, notamment en matière d'infrastructures, ils gagneraient à construire un modèle de développement qui serait à la fois résilient face aux changements climatiques et qui permettrait d'accroître le bien-être des populations tout en limitant l'impact des changements climatiques. À ce titre, la transition énergétique et l'adoption de stratégies agricoles durables sont essentielles pour la sécurité énergétique et alimentaire en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest, et plus généralement pour leur développement économique et social durable.

Le réchauffement a réduit de 34 % la productivité agricole en Afrique, depuis 1961<sup>4</sup>. L'agriculture durable nécessite une gestion des sols et de l'eau adaptée au climat. L'accès à

---

<sup>1</sup> Selon l'indice de vulnérabilité établi par l'Université Notre-Dame, <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/>

<sup>2</sup> [https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC\\_AR6\\_WGII\\_CCP4.pdf](https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC_AR6_WGII_CCP4.pdf)

<sup>3</sup> <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2023/02/Chapter-9.-Delivering-Africas-great-green-transformation.pdf>

<sup>4</sup> <https://public.wmo.int/en/media/press-release/state-of-climate-africa-highlights-water-stress-and-hazards>



l'électricité et aux combustibles propres reste un défi en Afrique, touchant 53 % de la population du continent. Les énergies renouvelables offriraient une solution, l'Afrique étant dotée d'abondantes ressources renouvelables, notamment le soleil et le vent toute l'année. L'investissement ciblé pourrait assurer un accès quasi universel à l'électricité d'ici 2050, mais nécessite une augmentation significative des fonds, soit le doublement des investissements, qui doivent atteindre plus de 190 milliards de dollars E.-U. annuellement d'ici 2030.

## **II. Objectifs de la Réunion du Groupe d'experts**

La réunion du groupe d'experts (RGE), prévue pour le 1<sup>er</sup> novembre 2023, se penchera sur le thème général de la « **transition vers les ressources renouvelables pour l'énergie et la sécurité alimentaire en Afrique du Nord et de l'Ouest** ».

L'objectif principal de la RGE est de formuler des recommandations concrètes et de proposer des mesures prioritaires pertinentes pour la transition agricole et énergétique.

Les objectifs spécifiques de la RGE consistent à : i) débattre des enjeux liés à la transition nécessaire pour bâtir des systèmes énergétiques et alimentaires basés sur des ressources renouvelables, et ii) identifier des politiques publiques innovantes.

Dans ce contexte, les discussions du groupe d'experts s'articuleront autour des trois problématiques suivantes : i) mieux comprendre l'impact des changements climatiques sur les stratégies de développement du continent ; ii) repenser la sécurité énergétique à l'aune des changements climatiques et iii) appréhender le commerce intra-africain comme facilitateur et accélérateur de la transition agricole et facteur de sécurité alimentaire.

## **III. Participants**

La Réunion du Groupe d'experts rassemblera des chercheurs en politiques publiques, des experts des États membres et des représentants d'institutions internationales travaillant dans les domaines suivants : énergie, agriculture durable, finance durable, économie de l'environnement et changements climatiques.

## **IV. Structure de la Réunion du groupe d'experts**

La Réunion du groupe d'experts s'articulera autour de 3 problématiques :

1) La première problématique concerne la compréhension des enjeux liés aux changements climatiques en Afrique du Nord et de l'Ouest. Il s'agit de s'interroger sur les conséquences profondes des changements climatiques, notamment en termes de stratégies de développement à la fois bas carbone et plus alignées sur les limites planétaires. Face aux conséquences néfastes de la croissance exponentielle et aux creusements des inégalités, de plus en plus de voix s'élèvent pour questionner la recherche de la croissance perpétuelle du PIB et nous invitent à réfléchir à une alternative. Ces réflexions mettent l'accent surtout sur les pays développés du fait de leur modèle de développement industriel à forts impacts négatifs sur les changements climatiques, mais qu'en est-il de l'Afrique de l'Ouest et du Nord ? Si la pauvreté est encore une problématique majeure dans les deux sous-régions et que celles-ci doivent mettre en œuvre des politiques à même d'y répondre et d'améliorer le niveau de vie de leurs populations, notamment en termes d'accès aux biens et services de base, il n'en demeure pas moins nécessaire pour ces régions de concilier de tels impératifs avec la protection de leur environnement et la préservation durable de leurs ressources. Un tel objectif de développement

inclusif et durable est incompatible avec une croissance basée uniquement sur la production économique.

2) La deuxième problématique est relative à la transition énergétique dans le contexte des changements climatiques. Peu nombreux sont les pays qui ont pu éradiquer la pauvreté énergétique. Le Ghana est l'un des rares pays africains à avoir réduit la pauvreté énergétique et le pays en voie d'atteindre une couverture énergétique pour 100 % de la population d'ici 2030. Cependant, la sécurité énergétique, l'accessibilité financière et la durabilité restent des défis en Afrique. Des études ont montré que les énergies renouvelables peuvent répondre aux besoins énergétiques de l'Afrique. Dans le cas de l'Afrique de l'Ouest, par exemple, le solaire photovoltaïque est la principale source d'électricité prévue, couvrant 81- 85 % de la demande d'ici 2050. Un système électrique à 100 % renouvelable apparaît comme la meilleure option en termes de coût, d'émissions et d'emplois<sup>5</sup>. L'Afrique du Nord est une sous-région hétérogène en matière d'enjeux de sécurité énergétique, tant en raison des différences de dotations en ressources énergétiques (notamment pétrole et gaz), qu'en matière de niveau de développement et donc de capacité à financer la transition énergétique. En matière d'énergies renouvelables, de nombreux pays ont pris l'engagement d'accroître leurs capacités. Le Maroc s'est fixé pour objectif d'atteindre une part de 52 % d'énergies renouvelables d'ici à 2030, ce qui le placerait en tête en termes de capacité totale de production d'énergie renouvelable (à l'exclusion de l'hydroélectricité), grâce à son vaste programme solaire. Par ailleurs, l'Égypte se positionne en tête pour l'énergie éolienne. L'un des enjeux importants de la transition énergétique est le stockage de l'énergie, qui nécessite une innovation technologique et des capacités adéquates.

3) La troisième problématique concerne la nécessaire coopération entre les pays africains, pour atteindre une sécurité alimentaire. En effet, la transition énergétique et agricole ne peut être pensée en dehors d'un cadre coopératif entre les pays africains afin de : i) mutualiser les risques et accroître la résilience, ii) coordonner les efforts et profiter des avantages comparatifs et des différences de dotations factorielles de chaque pays, iii) développer des chaînes de valeur régionales, comme par exemple dans les filières des énergies vertes. Dans ce cadre, la ZLECAF devrait faciliter les échanges commerciaux entre pays et renforcer la sécurité alimentaire et promouvoir la création de chaînes de valeur agricoles sous-régionales.

### **Séance 1 : Enjeux et opportunités liés aux changements climatiques pour les stratégies de développement économique et social en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest**

Cette première séance analyse les faits saillants relatifs aux changements climatiques dans les deux sous-régions et en examine les implications sur les modèles de développement possibles. Même si les changements climatiques sont une menace pour le développement économique, ils offrent aux pays des deux sous-régions une occasion pour construire un modèle de développement alternatif, plus soucieux du bien-être des populations et plus en harmonie avec la planète.

- Faits saillants sur les changements climatiques en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest (Division de la technologie, des changements climatiques et de la gestion des ressources naturelles, CEA).
- Croissance verte ou modèle de prospérité alternatif, quels choix pour l'Afrique ? (PNUE- Panel international des ressources sur le Rapport GRO 2024).

---

<sup>5</sup> <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0960148120304109?via%3Dihub>

## **Séance 2 : Repenser la sécurité énergétique face aux défis liés aux changements climatiques**

La séance est consacrée aux enjeux liés au double objectif de réaliser une transition énergétique et agricole tout en veillant à une sécurité dans ces deux domaines. Elle sera soutenue par des échanges d'expérience entre pays des deux sous-régions.

- Quel modèle pour la transition énergétique en Afrique ? Cas de deux pays (Ghana et Maroc).
- Évolution de l'intensité énergétique et de la performance carbone en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord (Louis Mofor ; Samia Hamouda, BSR-AN).
- Les enjeux technologiques de la transition énergétique : cas du stockage de l'énergie renouvelable (Zuzana Schwidrowski – BSR-AN).

## **Séance 3 : Comment le commerce intra-africain peut-il faciliter et accélérer la transition énergétique et agricole ?**

La séance s'interrogera sur la transition agricole dans une perspective de collaboration entre pays africains. Il s'agit notamment de commerce, et plus particulièrement dans la construction de chaîne de valeur régionales dans les filières des énergies vertes.

- La chaîne de valeur des engrais en Afrique (Aziz Jaid – BSR-AN).
- Chaînes de valeurs prioritaires en Afrique de l'Ouest (BSR-AO).

## **V. Résultats escomptés**

- Les résultats escomptés de la réunion du groupe d'experts sont une prise de conscience et des connaissances accrues de la part des principales parties prenantes en ce qui concerne :
  - Les enjeux des changements climatiques pour le développement des pays de l'Afrique du Nord et de l'Afrique de l'Ouest, notamment pour la sécurité alimentaire et énergétique ;
  - Le rôle du commerce dans la facilitation et l'accélération de la transition « verte » en Afrique ;
  - Les politiques publiques clés pour mettre en place des systèmes alimentaires et énergétiques durables et des initiatives dans le domaine du financement de la transition.
- Le rapport de la réunion, comportant les conclusions et les recommandations.
- Les notes d'orientation publiées sur la base des orientations stratégiques émanant de la réunion du groupe d'experts.

## **VI. Documents et langues de travail**

Le document de travail et le programme de la réunion seront transmis aux participants en temps utile. Les langues de travail seront l'arabe, l'anglais et le français, et l'interprétation simultanée sera assurée.

## VII. Dates et lieu de la réunion

La réunion se tiendra à Accra (Ghana), le 1<sup>er</sup> novembre 2023.

## VIII. Personnes – contact

Afrique du Nord	Afrique de l'Ouest
<p><i>Coordination :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Zoubir Benhamouche</b> Économiste, CEA/BSR NA Courriel : <a href="mailto:benhamouche@un.org">benhamouche@un.org</a></li></ul> <p><i>Secrétariat :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Fouzia Assou Qaddou</b> Courriel : <a href="mailto:assouqaddou@un.org">assouqaddou@un.org</a></li></ul>	<p><i>Coordination :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Fabien Ngendakuriyo</b> Économiste, CEA/BSR AO Courriel : <a href="mailto:fabien.ngendakuriyo@un.org">fabien.ngendakuriyo@un.org</a></li><li>- <b>Selamawit Mussie Mekonnen,</b> Économiste, CEA/BSR-AO Courriel : <a href="mailto:selamawit.mekonnen@un.org">selamawit.mekonnen@un.org</a></li></ul> <p><i>Secrétariat :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Zara Sani</b> Courriel : <a href="mailto:saniz@un.org">saniz@un.org</a></li></ul>